

# Au Pakistan, le parti de Nawaf Sharif ne compte plus boycotter les législatives

jeudi 13 décembre 2007 (Date de rédaction antérieure : 10 décembre 2007).

Le parti de l'opposant et ancien premier ministre pakistanais Nawaz Sharif a décidé de participer aux élections législatives prévues en janvier, a annoncé, dimanche 9 décembre, l'un de ses porte-parole, Ashan Iqbal. « *Dès lors que le Parti du peuple pakistanais (PPP) de M<sup>me</sup> Bhutto et d'autres formations ne sont pas avec nous pour boycotter les élections, nous ne pouvons pas laisser le champ libre* », a souligné M. Iqbal.

Le frère de l'opposant, Shahbaz Sharif, président de la Ligue musulmane du Pakistan-aile Nawaz (PML-N), a toutefois évoqué la possibilité d'un revirement. Il a prévenu : « *Nous avons donc décidé nous aussi de participer à la campagne électorale, mais nous nous laissons la possibilité de les boycotter.* »

## DIVERGENCES STRATÉGIQUES

Nawaz Sharif avait affirmé à plusieurs reprises sa volonté de bouder les urnes, estimant que le scrutin sera manipulé. Son parti domine une alliance de trente-cinq formations, le Mouvement de tous les partis pour la démocratie (APDM), dont les dirigeants, réunis dimanche, sont apparus divisés sur la conduite à tenir pour les législatives. L'APDM a finalement décidé de laisser le libre choix à ses partis membres.

Auparavant, les principaux dirigeants de l'opposition pakistanaise, avec en tête Benazir Bhutto et Nawaz Sharif, n'étaient pas parvenus à s'entendre sur un boycottage des législatives de janvier et ont repoussé à la semaine prochaine leur décision sur un éventuel ultimatum au président Pervez Musharraf s'il ne se plie pas à leurs exigences.

Les deux alliances que dominent les mouvements des deux ex-premiers ministres devaient élaborer une liste de quinze exigences, et donner à M. Musharraf une date butoir pour les satisfaire, sous peine d'un boycottage par tous les partis d'opposition des élections législatives et provinciales prévues pour le 8 janvier. Mais des désaccords subsistent entre les deux alliances sur la restauration des juges évincés par le pouvoir après l'instauration de l'état d'urgence le 3 novembre par M. Musharraf, et sur la date butoir de l'ultimatum que les deux alliances donneront au chef de l'Etat.

---

**P.-S.**

\* LEMONDE.FR avec AFP et Reuters | 10.12.07 | 08h56 • Mis à jour le 10.12.07 | 09h30.